

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
10 septembre 2012
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 10 septembre 2012, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente du Soudan du Sud
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Veillez trouver ci-joint une copie de la lettre adressée au Président du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine au sujet des zones contestées et revendiquées par les deux États parties aux négociations.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent adjoint,
Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Francis **Nazario**



**Annexe à la lettre datée du 10 septembre 2012 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente du Soudan du Sud
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Zones contestées et zones revendiquées

La présente lettre, qui a pour objet la question des zones contestées et des zones revendiquées, vise à vous faire part de deux sources de préoccupation croissante pour mon gouvernement, à savoir :

- 1) Le fait qu'aucun volet des négociations ne porte sur un dispositif concret crédible tendant à régler la question du statut des zones frontalières revendiquées;
- 2) Les récentes déclarations du Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine et du Gouvernement du Soudan, selon lesquelles la République du Soudan du Sud aurait accepté d'exclure la question des zones revendiquées du mandat – actuellement en cours d'élaboration – du groupe d'experts de l'Union africaine chargé de la question de la frontière.

Il convient d'observer que les deux États et le Groupe de mise en œuvre de haut niveau, ce dernier en qualité de facilitateur des négociations bilatérales, ont été chargés par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies de négocier « le règlement du statut des zones frontalières contestées et revendiquées » (alinéa iii) du paragraphe 13 du communiqué du Conseil de paix et de sécurité daté du 24 avril 2012 et alinéa iii) du paragraphe 2 de la résolution 2046 (2012) du Conseil de sécurité en date du 2 mai 2012), mais pas d'établir une hiérarchie entre ces deux catégories, ni de les traiter de manière disparate. Jusqu'à présent, le Soudan s'est soustrait à cette obligation en refusant systématiquement de négocier tout dispositif de règlement pacifique portant sur les zones revendiquées.

À ce jour, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau a présenté aux parties plusieurs documents relatifs aux frontières. Cependant, comme vous le savez, il ne propose dans aucun d'eux l'établissement d'un dispositif crédible concernant les zones revendiquées. Il y est essentiellement question des zones contestées, le règlement de la situation des zones revendiquées ne devant guère faire l'objet que d'un échange d'informations entre les parties et d'un nouveau cycle de négociations visant à définir les modalités du règlement même auquel les parties étaient censées parvenir le 2 août puis le 22 septembre 2012 au plus tard. Aucune échéance n'est fixée et rien ne garantit qu'une décision sera effectivement prise. Chaque fois qu'un tel document a été communiqué à la République du Soudan du Sud par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau, notre délégation vous a fait part, ainsi qu'à votre équipe, de la préoccupation qu'il lui causait.

Cette situation est inacceptable, car incompatible avec les prescriptions du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, qui nous demandent d'instaurer la paix et la sécurité dans la région frontalière alors même que le statut des zones revendiquées n'est pas en voie d'être réglé et que ces dernières resteront fortement militarisées (y compris une fois que la Zone frontalière démilitarisée et sécurisée sera en place, si toutefois le Gouvernement du Soudan accepte finalement la carte sécuritaire prescrite par les deux conseils).

Cette absence de prise en compte des zones revendiquées s'est confirmée lorsque le Groupe de mise en œuvre de haut niveau a présenté, il y a peu, le mandat du groupe d'experts de l'Union africaine chargé de la question de la frontière avec l'accord des parties. Depuis le début, c'est-à-dire depuis que le Groupe de mise en œuvre de haut niveau a lancé l'idée de nouvelles négociations menées avec le concours d'experts des questions frontalières – d'où est né le groupe d'experts chargé de la question de la frontière –, la République du Soudan du Sud ne cesse de répéter que tout dispositif de cette sorte doit également inclure les zones revendiquées, sans exclure de donner la priorité aux zones contestées. Cela étant, si les zones revendiquées ne font pas l'objet d'un dispositif analogue, le groupe d'expert devra également s'en charger.

Ce point de vue était clairement exprimé, par exemple, dans les observations et annotations apportées le 23 juin 2012 par la délégation de la République du Soudan du Sud à la proposition du Groupe de mise en œuvre de haut niveau concernant l'accord entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud sur le règlement du statut des zones contestées et des questions connexes. La délégation avait dû rajouter toutes les références manquantes aux zones revendiquées. De plus, le 4 août, à la clôture du dernier cycle de négociations, les représentants de la République du Soudan du Sud chargés de la question de la frontière, y compris le négociateur en chef, se sont entretenus avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau et les trois membres de celui-ci retenus pour faire partie du groupe d'experts. Le négociateur en chef de la République du Soudan du Sud a indiqué sans ambiguïté, en conclusion, qu'il faudrait que sa délégation approuve le mandat du groupe d'experts et que son pays accepterait que celui-ci porte sur les zones contestées à condition qu'il en aille de même pour les zones revendiquées.

Toutefois, dans le premier projet de mandat du groupe d'experts chargé de la question de la frontière (daté du 8 août 2012) transmis aux parties par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau, il n'était nullement question des zones revendiquées et leur absence n'était assortie d'aucune explication. C'est pourquoi Michael Makuei, chef de file des négociateurs chargés de la question de la frontière, vous a adressé une lettre le 15 août 2012 après avoir consulté le négociateur en chef de la République du Soudan du Sud. Il y faisait part de la déception de son gouvernement à la lecture du projet de mandat, et déclarait que les experts devaient en principe, comme il en avait été décidé, élaborer un avis non contraignant sur le statut des zones contestées et revendiquées, sans se limiter aux cinq zones contestées. Il a également fait observer dans sa lettre que le mandat proposé laissait complètement de côté les zones revendiquées et demandé qu'il soit modifié. Au regard des précédents échanges écrits et oraux sur cette question (dont certains sont rappelés dans la présente lettre), votre réponse du 17 août 2012, selon laquelle la question de savoir si le mandat devait porter sur les zones revendiquées n'avait pas lieu d'être dans le contexte des négociations sur l'établissement du groupe d'experts chargé de la question de la frontière, était pour le moins déconcertante, tout comme les remarques du Groupe de mise en œuvre de haut niveau qui a prétendu, lors du dernier cycle de négociations, que la République du Soudan du Sud avait accepté que les zones revendiquées soient exclues du domaine de compétence du groupe d'experts.

Compte tenu de ce qui précède, il est absolument faux et inacceptable de prétendre, comme l'ont fait récemment le Groupe de mise en œuvre de haut niveau et le Soudan, que la délégation de la République du Soudan du Sud a accepté que les

zones revendiquées soient exclues du domaine de compétence du groupe d'experts (sans qu'il soit envisagé de créer un mécanisme analogue les concernant) et que le fait que la délégation soulève la question maintenant constitue un obstacle au règlement des litiges concernant les zones contestées. De telles déclarations ne font pas avancer les négociations et ne facilitent pas l'exécution des prescriptions du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Elles ne peuvent pas non plus servir de prétexte pour minimiser le refus persistant du Gouvernement du Soudan d'envisager et a fortiori d'approuver la négociation d'un dispositif qui permettrait de régler de façon pacifique la question du statut définitif des zones revendiquées.

En tant que facilitateur neutre chargé d'une mission particulière par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, le Groupe de mise en œuvre de haut niveau ne devrait pas donner l'impression qu'il aide le Soudan à se soustraire à ses obligations en empêchant la mise en place d'une solution crédible applicable, grâce à laquelle la question des zones revendiquées pourrait être finalement réglée. Les deux conseils exigent que le Groupe de mise en œuvre de haut niveau s'occupe des zones revendiquées et des zones contestées avec le même sérieux. C'est aussi ce que la délégation de la République du Soudan du Sud s'obstine à lui demander, et rien d'autre.

Soyez assuré que le Gouvernement du Soudan du Sud est toujours d'accord pour que la question du statut des zones contestées soit examinée d'abord par le groupe d'experts chargé de la question de la frontière dans la perspective d'un règlement définitif dans un délai donné, puis, le cas échéant, dans le cadre d'un arbitrage. Il n'a toutefois jamais été question d'accepter, en contrepartie, d'exclure les zones revendiquées des travaux du groupe d'experts, à moins toutefois qu'un dispositif analogue ne leur soit consacré. La République du Soudan du Sud attend avec intérêt de recevoir soit une version révisée du mandat du groupe d'experts chargé de la question de la frontière prenant en compte les zones revendiquées, soit une nouvelle proposition qui présente une procédure solide, détaillée et assortie de délais aux fins du règlement pacifique de la question des zones revendiquées. Il est impératif que les accords relatifs aux zones contestées et aux zones revendiquées aillent de pair. Peu importe en revanche que les deux relèvent du groupe d'experts ou de dispositifs distincts, du moment qu'ils sont traités sur un pied d'égalité dans un cadre adapté.

Les menaces qui pèsent sur la paix et la stabilité le long de la frontière entre la République du Soudan du Sud et le Soudan ne se dissiperont que si une solution est trouvée pour toutes les zones litigieuses. C'est pourquoi la délégation de la République du Soudan du Sud est disposée à continuer d'aider de bonne foi le Groupe de mise en œuvre de haut niveau dans sa recherche d'un règlement de la question du statut définitif des zones contestées et revendiquées, conformément aux prescriptions, et ce avant la date butoir du 22 septembre proposée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine.

Le Ministre du Cabinet de la présidence
Négociateur en chef par intérim
de la République du Soudan du Sud
(Signé) Deng Alor **Kuol**